



CABINET D'AVOCATS
DORWLING-CARTER-CELCAL

www.cabinet-dorwling-carter.com

MARTINIQUE
82 rue Victor Sévère – 97200 Fort-de-France
Tél. : 0596 73 13 06 – Fax : 0596 73 80 80
Toque n° 149 – rdc@dorwlingcarter.com

SAINT-MARTIN
18 rue Maurasse Le Patio – 97150 Marigot
Tél. : 0596 73 13 06
sdc@dorwlingcarter.com

21168

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE FORT-DE-FRANCE
SAISIE IMMOBILIERE
AUDIENCE D'ORIENTATION DU MARDI 21 SEPTEMBRE A 09 HEURES
AFFAIRE : AGENCE CFCM ANTILLES GUYANE / [REDACTED]

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE
SUR SAISIE IMMOBILIERE

TRIBUNAL JUDICIAIRE
SERVICE CIVIL

01 JUL. 2021

97200 FORT-DE-FRANCE

CLAUSES ET CONDITIONS

Auxquelles seront adjugés en l'audience des criées du Juge de l'Exécution du Tribunal de Judiciaire de FORT-DE-FRANCE, aux jour et heure qui seront ultérieurement fixés, au plus offrant et dernier enchérisseur, les biens et droits immobiliers suivants :

Tel que plus amplement décrit en page n° 04 du présent acte.

Sur la mise à prix de :

CENT MILLE EUROS (100.000 euros)

Saisis sur :

Bien sis à LES TROIS-ILETS (Martinique) 97229, Habitation Desgrottes, un terrain à bâtir, figurant au cadastre, savoir : Section K n° 317, lieudit « Habitation Desgrottes », surface 00 ha 05 a 28 ca.

En vertu de :

- 1) La copie exécutoire d'un acte dressé le 19/01/2010 par Maître Charles GALLET de SAINT-AURIN, notaire associé à Fort-de-France, valant prêt immobilier pour un montant de 261.291,00 euros (Prêt 506).
- 2) Le bordereau de privilège de prêteur de deniers publié le 19/02/2010 sous les références volume 2010 V n°422 ayant effet jusqu'au 31/12/2030.
- 3) La copie exécutoire d'un acte dressé le 26/08/2013 par Maître Stéphanie de GENTILE-DORN, notaire associé à Fort-de-France, valant prêt immobilier pour un montant de 102.240,00 euros (Prêt 509).
- 4) Le bordereau d'inscription d'hypothèque conventionnelle publié et enregistré le 10/09/2013, sous les références Volume 2013 V N° 1823, ayant effet jusqu'au 25/06/2031.

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

LA CAISSE FEDERALE DU CREDIT MUTUEL ANTILLES GUYANE, société coopérative de crédit à capital variable et à responsabilité statutairement limitée immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Fort-de-France sous le numéro 682 033 261, et dont le siège social est sis Rue Professeur

Raymond Garcin, BP 920, poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés es qualités
audit siège

Ayant pour avocat,

La SELARL DORWLING-CARTER-CELCAL

Avocats Associés inscrits au Barreau de Fort-de-France

Représentée par Maître Régine CELCAL-DORWLING-CARTER

Demeurant 82 rue Victor Sévère – 97 200 Fort-de-France

Tel : 0596 73 13 06 ; Fax : 0596 73 80 80

Lequel est constitué à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de vente et leurs suites.

Selon commandement de payer valant saisie délivré par la SASU GAMA, Huissiers de justice à Fort-de-France, le 23/04/2021, pour un montant de :

- **Pour le prêt 506** : la somme de CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE HUIT CENT DIX NEUF EUROS ET SOIXANTE DOUZE CENTIMES (**197.819,72 euros**),
- **Pour le prêt 509** : la somme de QUARANTE ET UN MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS ET CINQUANTE SEPT CENTIMES (**41.750,57 euros**),

Ce commandement contient les copies et énonciations prescrites par les textes qui régissent la matière et d'avoir à payer dans un délai de huit jours au requérant à l'acte, entre les mains de l'huissier de Justice, ayant charge de le recevoir, ou encore entre les mains de l'avocat constitué, susnommé et domicilié les sommes suivantes :

Décompte de créance en EUR au 05/03/2021		
Dossier	00141702314 - [REDACTED]	
Produit	102780035200020125606 - EUR - PRET ORD.IMMOB.	
Personnes	[REDACTED]	
Intérêts	4,950 %	
Assurance	0,500 %	
Décompte à la date d'exigibilité		
Capital restant au 25/02/2021 (I)		-146 405,47
Echéances en retard se décomposant en :		-37 274,11
- Capital (II)	-22 838,86	
- Intérêts (III)	-11 776,04	
- Assurance (IV)	-2 659,21	
Intérêts courus arrêtés au 25/02/2021 (V)		-2 847,23
Assurance courue arrêtée au 25/02/2021 (VI)		-129,44
Indemnité conventionnelle de 7,000 %		-11 847,10
Total en EUR au 25/02/2021		-198 503,35
Décompte au 05/03/2021		
Capital :	- solde dû au 25/02/2021 (I + II)	-169 244,33
	sous-total Capital	-169 244,33
Intérêts :	- solde dû au 25/02/2021 (III + V)	-14 623,27
	- courus du 26/02/2021 au 05/03/2021	-183,62
	sous-total Intérêts	-14 806,89
Assurance :	- solde dû au 25/02/2021 (IV + VI)	-2 788,66
	- courue du 26/02/2021 au 05/03/2021	-20,40
	- remboursement du 26/02/2021 au 05/03/2021	887,65
	sous-total Assurance	-1 921,40
Frais :	- solde dû au 25/02/2021 (VII)	0,00
	sous-total Frais	0,00
Indemnité conventionnelle		-11 847,10
Non compris les intérêts et l'assurance 06/03/2021 jusqu'à la date effective du paiement, les frais de recouvrement.		pour mémoire
Total en EUR en date du 05/03/2021		-197 819,72

Décompte de créance en EUR au 05/03/2021

Dossier 00141702314 - [REDACTED]
 Produit 102780035200020125509 - EUR - PRET ORD.IMMOB.
 Personnes [REDACTED]

Intérêts 3,800 %

Décompte à la date d'exigibilité

Capital restant au 25/02/2021 (I)		-36 940,11
Echéances en retard se décomposant en :		<u>-1 925,32</u>
- Capital (II)	-1 305,42	
- Intérêts (III)	-478,26	
- Assurance (IV)	-141,64	
Intérêts courus arrêtés au 25/02/2021 (V)		-20,72
Assurance courue arrêtée au 25/02/2021 (VI)		-1,25
Indemnité conventionnelle de 7,000 %		<u>-2 677,19</u>
Total en EUR au 25/02/2021		-41 564,59

Décompte au 05/03/2021

Capital :	- solde dû au 25/02/2021 (I + II)	-38 245,53	
	- régularisation du 26/02/2021 au 05/03/2021	-481,63	
	sous-total Capital		<u>-38 727,16</u>
Intérêts :	- solde dû au 25/02/2021 (III + V)	-498,98	
	- courus du 26/02/2021 au 05/03/2021	-32,25	
	- remboursement du 26/02/2021 au 05/03/2021	185,01	
	sous-total Intérêts		<u>-346,22</u>
Assurance :	- solde dû au 25/02/2021 (IV + VI)	-142,89	
	- remboursement du 26/02/2021 au 05/03/2021	142,89	
	sous-total Assurance		<u>0,00</u>
Frais :	- solde dû au 25/02/2021 (VII)	0,00	
	sous-total Frais		<u>0,00</u>
Indemnité conventionnelle			-2 677,19
Non compris les intérêts et l'assurance 06/03/2021 jusqu'à la date effective du paiement, les frais de recouvrement.			pour mémoire
Total en EUR en date du 05/03/2021			-41 750,57

Soit un total en principal, frais et accessoires provisoirement arrêté à la somme de :

- **Pour le prêt 506** : la somme de CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE HUIT CENT DIX NEUF EUROS ET SOIXANTE DOUZE CENTIMES (**197.819,72 euros**),
- **Pour le prêt 509** : la somme de QUARANTE ET UN MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS ET CINQUANTE SEPT CENTIMES (**41.750,57 euros**),

Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié et enregistré auprès du Bureau des hypothèques de Fort-de-France le 04/05/2021 Volume 2021 S N° 45.

Par exploit de la SASU GAMA Huissiers de Justice à Fort-de-France, la AGENCE CFCM ANTILLES GUYANE a donné assignation à [REDACTED] d'avoir à comparaître à l'audience d'orientation du 21 Septembre 2021 à 09 Heures devant le Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de Fort-de-France.

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques, à l'audience des criées du Tribunal de Grande Instance de Fort-de-France 35, Boulevard du Général de Gaulle, après accomplissement des formalités prescrites par la Loi aux jours et heure qui seront ultérieurement fixés, au plus offrant et dernier enchérisseur, dont la désignation suit :

Désignation des biens et droits immobiliers mis en vente :

Bien sis à LES TROIS-ILETS (Martinique) 97229, Habitation Desgrottes, un terrain à bâtir, figurant au cadastre, savoir : Section K n° 317, lieudit « Habitation Desgrottes », surface 00 ha 05 a 28 ca.

Aux Trois-Ilets (Martinique), Lotissement Pulchery, sur la parcelle cadastrée K317, il existe un immeuble dont la construction est inachevée et abandonnée. Il s'agit d'une maison sur deux niveaux, située dans l'angle de l'allée des mandariniers.

La distribution des lieux n'est pas très lisible car les travaux sont inachevés mais il s'agit vraisemblablement d'une maison de type F5. Une partie de la charpente est installée sans que je puisse certifier qu'elle est correctement fixée. Le gros œuvre est réalisé depuis plusieurs années mais tous les corps d'état secondaires sont inexistantes. Les murs ne sont ni enduits, ni peints. Le sol n'est pas carrelé.

La parcelle est bornée et la pelouse autour de la maison est entretenue.

Origine de propriété

Les biens et droits immobiliers dont il s'agit appartiennent à :

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché à ce sujet.

CLAUSES ET CONDITIONS GÉNÉRALES

En outre, la vente aura lieu aux conditions, charges et clauses suivantes :

Chapitre Ier : Dispositions générales

ARTICLE 1ER - MODALITÉS DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ÉTAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles

qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 – PRÉEMPTION ET DROITS ASSIMILÉS

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable, et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Tout enchérisseur devra faire son affaire personnelle de la situation du bien vendu au regard de la réglementation d'urbanisme et sera censé s'être renseigné personnellement et directement auprès des administrations compétentes, et ce indépendamment des renseignements mentionnés au présent cahier des charges.

Chapitre II : Enchères

ARTICLE 8 – RÉCEPTION DES ENCHÈRES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUÉREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 – SURENCHÈRE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal de grande instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – RÉITÉRATION DES ENCHÈRES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIÉTÉ

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DÉSIGNATION DU SÉQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCÉE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties,

d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES ÉMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUÉREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

ARTICLE 19 – DÉLIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

- de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTRÉE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIÉTÉ

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CRÉANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – PAIEMENT DE LA CREANCE DU CREANCIER POURSUIVANT PAR COMPENSATION LEGALE

Pour le cas où au terme de l'adjudication le créancier poursuivant resterait adjudicataire, le créancier poursuivant stipule que le prix de l'adjudication sera payé par lui par compensation légale avec le montant de sa créance telle que fixée par le jugement d'orientation à intervenir majorée de ses intérêts frais et accessoires au jour de l'adjudication et ce conformément à l'article 1347 du code civil.

ARTICLE 27 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V : Clauses spécifiques

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIÉTÉ

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

A cas de paiement de la créance du créancier poursuivant par compensation légale, le créancier saisissant fera son affaire du super privilège du syndicat des copropriétaires, dès lors qu'il aura été revendiqué dans les formes légales.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les actions et contestations relatives à l'adjudication, à son exécution et à ses suites, quel que soit la nature desdites contestations et le lieu de domicile des parties intéressées, seront portées devant le juge de l'exécution devant lequel la présente vente est poursuivie près le Tribunal de Grande Instance de FORT-DE-FRANCE, qui sera seul compétent pour en connaître.

Fait et rédigé le présent cahier des conditions de vente sur saisie immobilière, par moi, Avocat de la partie poursuivante soussignée.

Fait à Fort-de-France, le 28 juin 2021

SELARL DORWLING-CARTER-CELCAL

Régine CELCAL-DORWLING-CARTER



S.E.L.A.R.L. DORWLING-CARTER
AVOCATS ASSOCIES
52, rue Victor Sévère
97200 FORT DE FRANCE
Tél. 0596 73 13 08 - Fax 0596 73 80 80
rdc@dorwilingcarter.com